Le droitdelhommisme n’est pas un humanisme

**Depuis l’annonce par la presse nationale de l’opération de police destinée à reconquérir les territoires perdus de la république à Mayotte, l’on voit fleurir, ici et là, des pétitions orchestrées par des artificiers du chaos, qui s’émeuvent que l’Etat engage une reprise en main** (wuambushu en langue mahoraise).

Qui, un syndicat de magistrats, qui, un collectif de soignants, qui, une association d’avocats, qui, une organisation non gouvernementale d’aide aux migrants, qui, un groupe d’enseignants, tous, de concert, protestent contre l’érection de l’Etat de droit à Mayotte ! Bien évidemment, les pétitionnaires ne représentent qu’eux-mêmes, c’est-à-dire une petite minorité des corps dont ils sont issus, la majorité demeurant loyale à l’égard de la République et parfois même courageux, comme ce professeur qui s’est récemment interposé en classe, au mépris sa vie, face à un criminel armé d’un coupe-coupe et décidé à massacrer certains de ses élèves.

Avec des clandestins étrangers représentant environ un tiers de la population (les Français ne représentent plus eux-mêmes qu’un tiers des habitants, le 3ème tiers étant composé d’étrangers en situation régulière), des logements insalubres représentant 54% de l’habitat, des dizaines de bidonvilles implantés sans droit ni titre dans des zones à forts risques naturels, avec une insécurité galopante et barbare ayant transformée, en quelques années, la paisible Mayotte en la région au plus fort taux d’homicide d’Europe, il faudrait donner la priorité, encore et avant tout, aux respect dû aux délinquants, aux trafiquants d’êtres humains, aux marchands de sommeil et aux criminels. Nos enfants devraient accepter d’aller à l’école la boule au ventre et se voir dispenser une instruction publique fortement dégradée pour faire place au droit des étrangers.

Comment ceux-là même qui depuis des semaines, des mois et des années ont multiplié le recours au droit de retrait et de grève pour dénoncer, à juste titre, les violences qui frappent indistinctement et partout dans les villages, dans les quartiers et dans les services publics, peuvent-ils trahir, aujourd’hui, la volonté du retour de l’Etat de droit à Mayotte !

Combien de personnels des fonctions publiques de l’Etat ont refusé de rejoindre un poste à Mayotte, combien sont repartis aussitôt leur arrivée parce qu’ils ont eu peur pour leur vie, celle de leurs enfants ou celle d’un proche ? Combien d’affrontements inter-communautaires ou inter-quartiers ont paralysé la vie économique, sociale, professionnelle et culturelle de l’île ?

En signant les différentes pétitions, pour faire pression sur le gouvernement, afin qu’il renonce à cette opération de reconquête des territoires perdus, leurs auteurs ont-ils oublié ces réalités ou alors font-ils preuve d’un cynisme qui consiste à encourager le développement du chaos, parce qu’ils ne se considèrent pas d’ici et savent qu’en cas de péril grave, pour cause de guerre civile, ils auront toujours le temps de fuir, possibilité que n’auraient point les enfants de Mayotte ! En outre, **comme en atteste le communiqué des autorités comoriennes du 10 avril, ils se rendent complice d’intelligence avec une puissance étrangère, qui, sans vergogne, prétend coloniser les Mahorais et s’accaparer Mayotte**.

**Les droitdelhommistes ne sont pas des humanistes !** Ils se comportent tel des Narcisses qui se donnent bonne conscience, à la commisération sélective, au mépris des masses populaires mahoraises qui souffrent d’un système de santé sous-développé, d’une éducation nationale dégradée, d’une protection de leurs droits défaillante et d’une insécurité qui les plonge dans un climat de terreur.

**Alors je veux espérer que cette opération ira jusqu’au bout, car au final, c’est la paix civile qui est en jeu**. Nous l’avons vu dans les affrontements entre Combani et Mirereni, deux villages de la commune de Tsingoni : le jour où l’Etat a montré que force doit rester à la loi, en interpellant toute la bande de racaille qui terrorisait les populations, la paix est revenue de façon durable.

C’est ce résultat qui est attendu avec l’opération Wuambushu. **Les populations résidant à Mayotte aspirent, elles aussi, à la sécurité dans leurs maisons, la paix sociale dans leurs quartiers et leurs villages, à la mise en bon ordre et au développement des services publics**. Or, il est acquis que ceux qui caillassent les forces de l’ordre et les bus, qui agressent nos enfants à la machette, qui tuent et qui mutilent, trouvent refuge dans les bidonvilles qui bordent nos quartiers. C’est bien ces abcès que nous devons crever, pour des raisons de sécurité, pour que l’instruction publique puisse faire son œuvre au sein d’établissements aux périmètres sacralisés, mais également pour des raisons sanitaires et sociales.

Pour paraphraser le philosophe Marcel Gauchet, je veux dire aux pétitionnaires que le droitdelhommisme n’est pas une politique. Force doit rester à la loi. **A Mayotte, non plus, l’Etat de droit ne se négocie pas !**

Mansour Kamardine - député de Mayotte - ancien bâtonnier